

2023

COMPTES

FINANCIERS UNIFORMES

SOMMAIRE

PREAMBULE	2
-----------	---

SYNTHESE BUDGETAIRE	4
---------------------	---

GLOSSAIRE	
-----------	--

Préambule

Le contexte économique, marqué par la persistance d'une inflation à un haut niveau (+4,9%), a fortement pesé sur les finances de la Ville de Rennes en 2023, du fait notamment de la forte hausse des prix des matières premières, de l'énergie, des coûts de prestations mais également de la remontée rapide des taux d'intérêts et de l'application de mesures nationales destinées à préserver le pouvoir d'achats des agents.

Cette persistance de l'inflation intervient alors que le modèle de financement des collectivités territoriales apparaît à bout de souffle, comme l'a souligné la Cour des comptes dans son rapport annuel 2023 en constatant un mouvement long de perte d'autonomie fiscale et une déconnexion des recettes avec la dynamique des territoires. Cette évolution vient en contradiction avec l'impérieuse nécessité, comme l'a montré l'étude publiée en 2023 par l'Institut du Climat i4ce et la Banque Postale, de doubler le montant des investissements au niveau local, pour atteindre les objectifs de la stratégie nationale bas carbone d'ici à 2030.

Par ailleurs, l'accélération des efforts en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique ne saurait se faire au détriment de la qualité des services publics de proximité et de la prise en compte des populations les plus précarisées. Pour réussir, la transition doit non seulement être écologique mais aussi socialement juste car ce sont les plus fragiles qui ont subi les effets de la crise sanitaire, qui subissent aujourd'hui les effets de l'inflation et qui, demain, subiront de plein fouet les conséquences du changement climatique.

Dans cette perspective, depuis le début du mandat, élus et services de la Ville travaillent au déploiement d'une politique globale, cohérente, qui vise non seulement à réduire les impacts des activités municipales sur l'environnement, à mobiliser les acteurs locaux et à accompagner les changements de comportement, mais aussi plus largement à promouvoir un modèle urbain qui conjugue sobriété, solidarité et qualité de vie. Cela passe par :

- Un programme ambitieux de rénovation thermique du patrimoine sur la durée du mandat qui s'inscrit dans une stratégie plus large de maîtrise des consommations d'énergie avec le déploiement d'un schéma directeur énergie ;
- Une réponse adaptée aux besoins et usages en matière de création, de renouvellement et d'adaptation des équipements municipaux avec notamment, en 2023, l'ouverture de l'école Toni Morrison et du pôle associatif du Blosne, la rénovation et l'adaptation de plusieurs équipements sportifs dont le pôle Ovalie et le gymnase de Torigné ;
- Le déploiement de politiques structurantes dans des domaines clés comme l'alimentation (plan alimentaire durable avec déjà 55,6% de produits durables dans la restauration collective et un objectif de 60% de produits bio dès 2026), les mobilités douces, la végétalisation des espaces publics, la lutte contre les discriminations ;
- Un soutien renouvelé à la vie associative, notamment aux acteurs culturels et sportifs ;
- Une action au long cours dans les quartiers prioritaires de la Ville à travers les actions du contrat de ville et le dispositif de Cité éducative déployé dans les quartiers Villejean, Blosne et Maurepas, et dont l'extension est programmée au quartier de Bréquigny ;

- La poursuite des politiques de solidarité avec un soutien accru au CCAS en 2023 (+0,55 M€).

Afin d'être en mesure de poursuivre ces orientations fortes du mandat, les élus et les services mènent depuis plusieurs années un travail exigeant d'optimisation des dépenses et des recettes, mobilisant l'ensemble des dispositifs et leviers disponibles : appels à projets, fonds de soutien, subventions. Ces efforts de gestion ont permis à la Ville d'améliorer significativement sa situation financière en 2023 et par là même de maintenir le haut niveau d'investissement nécessaire pour répondre aux besoins liés à la croissance démographique et remplir les engagements pris devant les Rennaises et les Rennais en matière d'accélération de la lutte contre le dérèglement climatique.

Pour autant, alors que l'Etat prévoit une mise à contribution du monde local au futur plan de redressement des finances publiques, la Ville de Rennes ne peut que s'inquiéter du décalage croissant entre les efforts consentis et ses marges de manœuvre financières. A moyen terme, la poursuite de ces objectifs structurants implique une évolution du modèle de financement des collectivités territoriales, et notamment de la dotation globale de fonctionnement, dont la réforme, voulue par le Gouvernement, ne peut se faire à moyens constants ou minorés comme l'a rappelé récemment le Comité des finances locales.

Le rapport ci-après met en lumière l'ensemble de l'activité. Il est présenté pour la première année sous le format de compte financier unique (CFU) qui regroupe les 2 documents qu'étaient auparavant le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public. Le CFU a vocation à améliorer la transparence des données financières et simplifier les échanges entre le comptable et l'ordonnateur dans le cadre de la clôture des comptes.

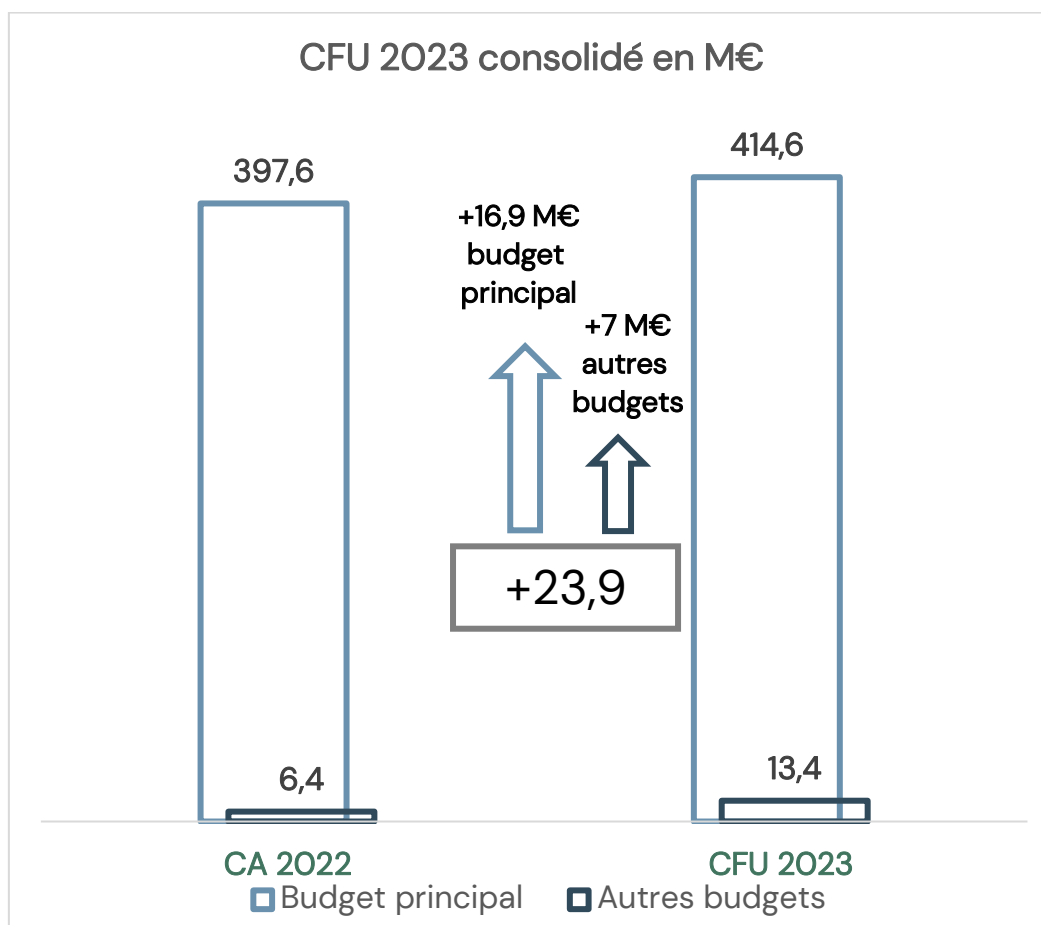
Budget consolidé

Les dépenses réelles du compte financier unique 2023 consolidées se chiffrent à 428 M€, en évolution de 5,9% par rapport à l'année 2022, soit +23,9 M€.

Cette hausse est principalement due à la dynamique des dépenses de fonctionnement du budget principal (+5,3%, soit +15,7 M€) dans un contexte de forte inflation. Les dépenses d'investissement sont maintenues, à l'instar de l'année 2022, à un niveau élevé (102 M€).

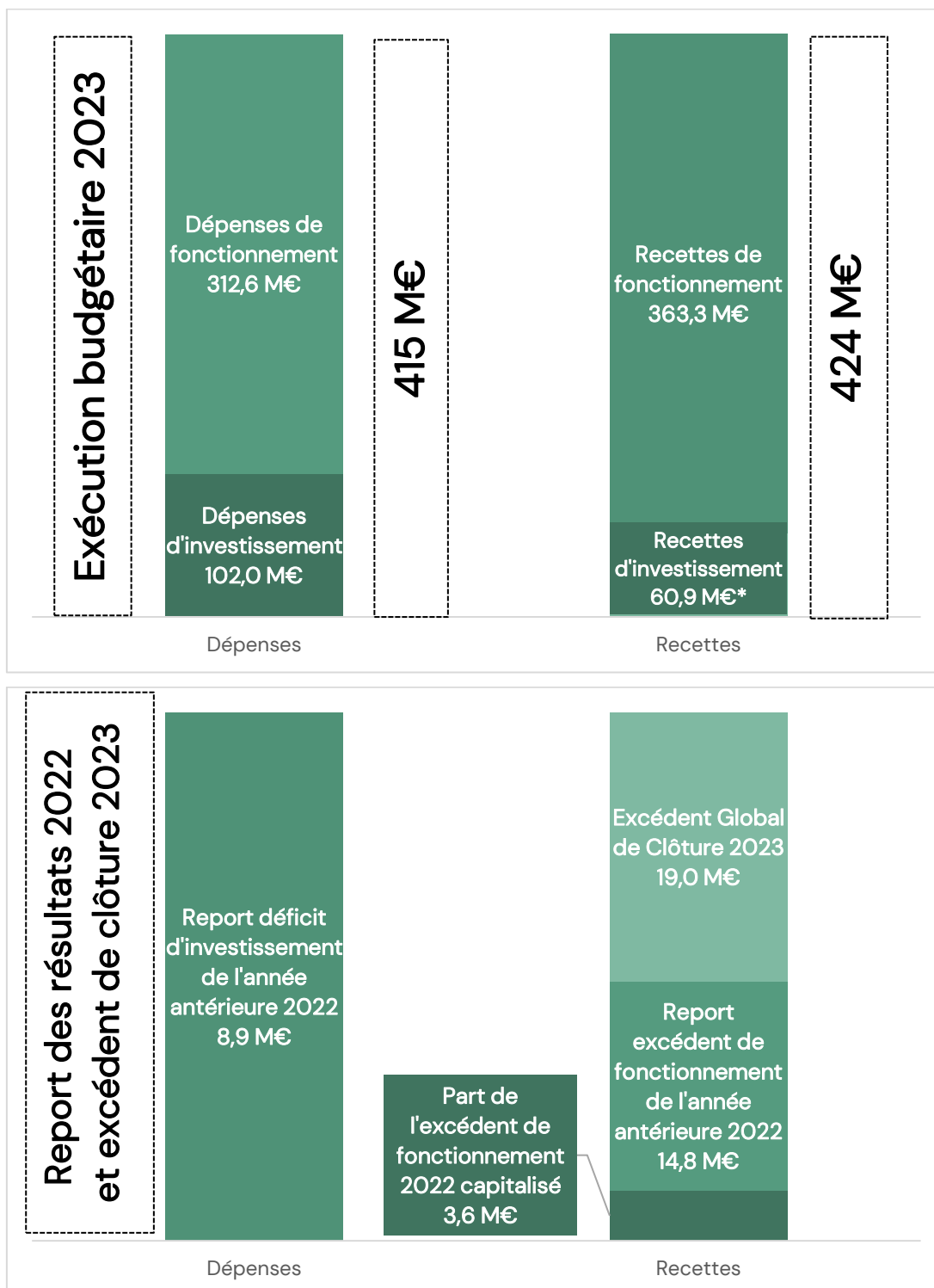
L'exécution budgétaire liée aux Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) est également plus soutenue qu'en 2022 (7 M€).

En M€	CA 2022	CFU 2023	Évolution	
Budget consolidé	404,0	427,9	23,9	5,9%
Budget principal	397,6	414,6	16,9	4,3%
Fonct.	296,9	312,6	15,7	5,3%
Invest.	100,7	102,0	1,3	1,3%
ZAC	6,4	13,4	7,0	109,8%
Production énergie photovoltaïque	0,013	0,020	0,007	54,9%



Budget principal

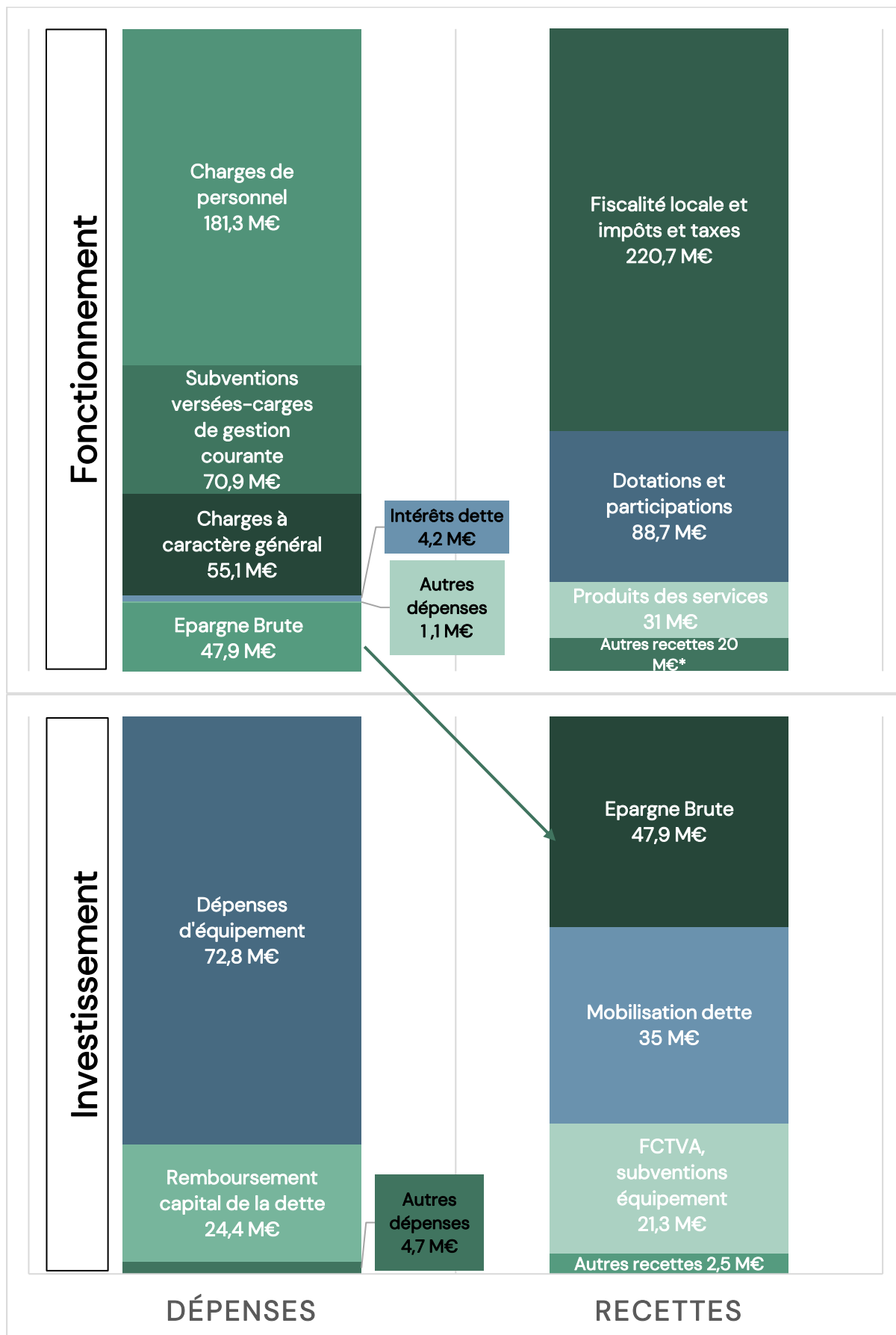
I. Résultat de clôture 2023



*intègre le solde excédentaire des restes-à-réaliser de 1,9 M€

L'excédent global de clôture du budget principal 2023 se chiffre à 19 M€. Il est constitué des soldes d'exécution de la section de fonctionnement (+46,2 M€) et de la section d'investissement (-27,2 M€).

II. Structure du Compte Financier Unique 2023 (hors reprise de résultats 2022)

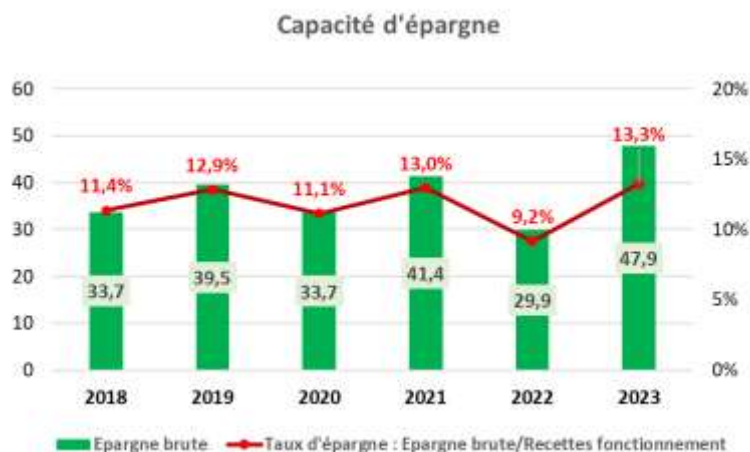


*Autres recettes et hors produits de cessions

En M€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produits de fonctionnement	293,8	303,0	300,1	317,3	325,3	359,8
<i>évolution annuelle</i>		3,1%	-1,0%	5,7%	2,5%	10,6%
- Charges de fonctionnement	256,7	262,7	264,8	273,9	293,7	308,0
<i>évolution annuelle</i>		2,3%	0,8%	3,4%	7,2%	4,9%
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	37,1	40,4	35,4	43,4	31,6	51,7
+ Produits exceptionnels	3,0	4,4	2,2	1,8	1,6	0,7
- Charges exceptionnelles	3,4	2,0	0,8	0,9	0,2	0,6
= EPARGNE DE GESTION (EG)	36,8	42,8	36,8	44,3	32,9	51,9
- Intérêts	3,0	3,2	3,1	2,9	3,0	4,0
= EPARGNE BRUTE (EB)	33,7	39,5	33,7	41,4	29,9	47,9
- Capital	9,1	8,7	16,2	18,6	21,3	24,4
= EPARGNE NETTE (EN)	24,6	30,8	17,4	22,8	8,6	23,4
Capacité de désendettement	5,3	5,3	6,9	6,3	9,0	5,9

Hors recettes de cession, l'épargne brute 2023 s'élève à 47,9 M€.

Le niveau d'autofinancement de la Ville se rétablit en 2023 au niveau de celui de 2021 après une baisse importante en 2022 du fait notamment de la hausse sans précédent des prix de l'énergie. Le taux d'épargne (épargne brute / recettes de fonctionnement) s'établit ainsi à 13% en 2023 contre 9% en 2022.

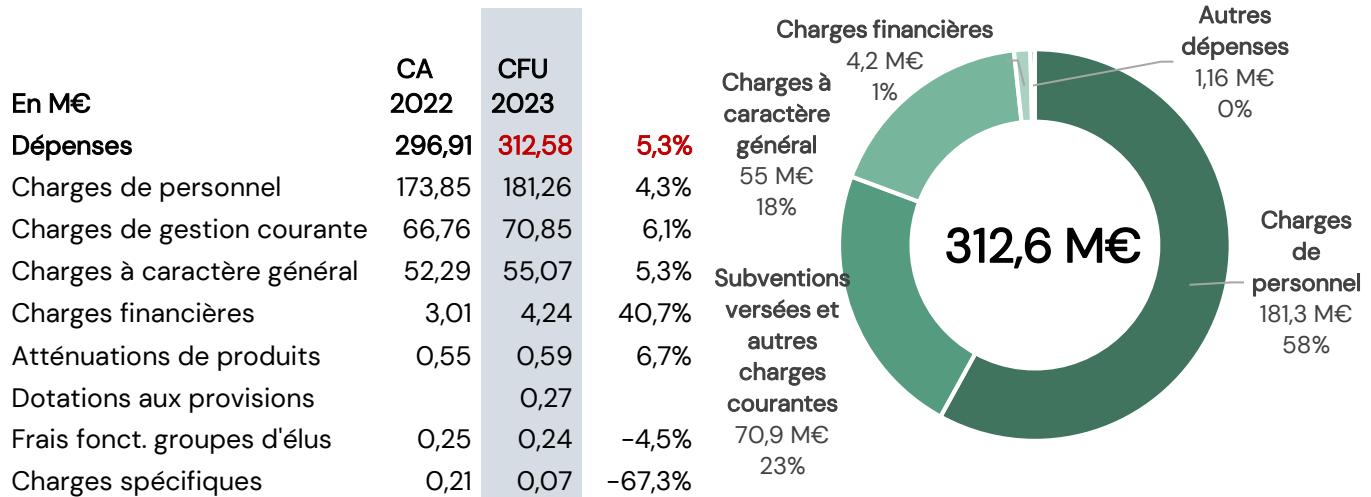


En raison de la progression de l'épargne, la capacité de désendettement s'améliore en 2023 par rapport à 2022, passant de 9 ans à 5,9 ans.

III. Analyse de la section de fonctionnement

Le rapport analyse ci-après ces évolutions par chapitre budgétaire et par politique publique (pour les dépenses).

A. Dépenses de fonctionnement



Comme en 2022, les dépenses de fonctionnement sont en hausse significative (+5,3 %) du fait de la reprise de l'inflation qui impacte les 4 principaux chapitres de dépenses¹.

Cette évolution doit cependant être retraitée d'une dépense exceptionnelle de 2,8 M€ compensée totalement en recettes (cf. Infra sur le versement d'une indemnité suite au jugement sur la dalle publique surplombant le parking W1 dans le quartier du Colombier). L'évolution des dépenses 2023, après retraitement, est ainsi de 4,4 %, soit un peu en-deçà du taux d'inflation observé en 2023 (+4,9%), ce qui vient confirmer l'effort de maîtrise des dépenses engagées dès 2022 par la Ville de Rennes pour faire face à la forte reprise de l'inflation, notamment à travers la mise en place d'un plan d'économie d'énergie qui a porté ses fruits.

1. Charges de personnel (Ch. 012)

En M€	CA 2022	Crédits ouverts 2023	CFU 2023	Taux exé. 2023	Évolutions	
Dépenses de personnel	173,85	181,28	181,26	100,0%	7,41	4,26%
Masse salariale	135,93	141,01	141,01	99,9%	5,08	3,74%
Autres dépenses	6,24	6,88	6,86	99,7%	0,62	9,99%
Remboursement Mutualisation	31,68	33,38	33,38	100,0%	1,70	5,38%

IMPACT DES MESURES NATIONALES

Au niveau de la masse salariale (78% des dépenses en 2023, hors mutualisation), l'impact des mesures nationales en 2023 se décompose de la manière suivante :

¹ Charges de personnel, Autres charges de gestion courantes, Charges à caractère général, Charges financières.

- Une hausse de +0,78 M€ liée à la revalorisation de 1,5 %, ~~de la valeur du point~~ d'indice au 1er juillet 2023 et l'effet report de l'augmentation du 1er juillet 2022 à hauteur de 1,85 M€ ;
- Une hausse de +0,17 M€ suite à la revalorisation des grilles indiciaires, applicable au 1er juillet 2023 ;
- Une hausse de +0,26 M€ liée aux augmentations successives du SMIC (1er janvier 2023 et 1er mai 2023) ;
- La fin de la prime inflation en 2023, cette enveloppe s'élevait en 2022 à 0,33 M€.

IMPACT DU GVT ET DES MESURES LOCALES

Le **Glissement Vieillesse Technicité** (GVT), qui prend compte les évolutions mécaniques de rémunération rattachées à l'ancienneté et à l'expérience, a eu un impact d'1,23 M€ en 2023.

S'agissant des mesures locales, 45 créations de postes (dont 2 correspondants à la pérennisation de contrats existants et 4 par redéploiement/suppression d'autres postes) ont été actées en 2023 par le Conseil municipal pour un coût de 1,93 M€, incluant l'effet report des créations 2022 :

- 25 postes à la Direction de l'Éducation et de l'Enfance ;
- 9 à la Direction de la Petite Enfance ;
- 3 à la Direction de la Culture ;
- 3 dans les Directions du Pôle Ressources ;
- 2 à la Direction Association jeunesse et égalité.

Le nombre de postes budgétaires au sein la Ville de Rennes était de 3 178 au 1^{er} janvier 2023 et de 3 253 au 31 décembre 2023 avec un pourcentage moyen d'emploi permanent non pourvu de 9,7% sur l'année. En Équivalent Temps Plein Rémunéré, le nombre d'emplois pourvus est ainsi passé de 3 176,9 en janvier 2023 à 3 254,9 en décembre 2023.

L'enveloppe budgétaire pour des **recours à des contrats temporaires** a été diminué de 0,5 M€ du fait de la neutralisation du coût des élections intervenues en 2022. A noter qu'en 2023, l'opéra était producteur délégué au sein de l'association formée avec Angers Nantes Opéra. Par conséquent, pour cette année, les dépenses de rémunération des intermittents ont été supérieures de 200 K€ à celles de 2022.

La Ville de Rennes amplifie sa politique en faveur de l'insertion professionnelle (+0,13 M€), en particulier en direction des apprentis et des stagiaires étudiants rémunérés.

Enfin, les **retenues pour carences (en cas d'arrêt pour maladie)** s'élèvent en 2023 (1^{ère} année pleine d'application suite à la suspension décidée pendant la crise sanitaire) à 0,32 M€ contre 0,11 M€ en 2022, soit une augmentation de 0,2 M€. Les **retenues pour absence de service fait** sont en progression de 0,21 M€ à 0,5 M€ en 2023 contre 0,29 M€ en 2022.

REMBOURSEMENTS AU TITRE DE LA MUTUALISATION

Au titre la mutualisation, la Ville a versé à la Métropole 33,4 M€ dont 32,85 M€ d'acomptes sur les rémunérations 2023 et 0,53 M€ correspondant à la régularisation 2022. Le montant versé en 2023 est supérieur de 1,7 M€ par rapport au CA 2022, notamment du fait des mesures nationales de revalorisation.

DÉPENSES HORS MASSE SALARIALE

L'augmentation de la valeur faciale des tickets restaurant d'un euro à compter d'octobre 2022, couplée à l'augmentation des effectifs, se traduit par une augmentation significative du nombre d'agents bénéficiaires et donc une hausse de ce poste de dépense de 0,54 M€.

Les allocations de retour à l'emploi, versées directement par la Ville sous le régime de l'auto-assurance, sont en baisse (0,12 M€).

L'augmentation de 50% à 75% du taux de participation de l'employeur aux frais de transport des salariés au 1er octobre 2022 et le passage du remboursement à un mois de décalage au lieu de 2 entraînent une augmentation de 0,09 M€ sur ce poste de dépense ;

Les 3 capitaux décès versés en 2023 ont représenté un montant de 0,11 M€.

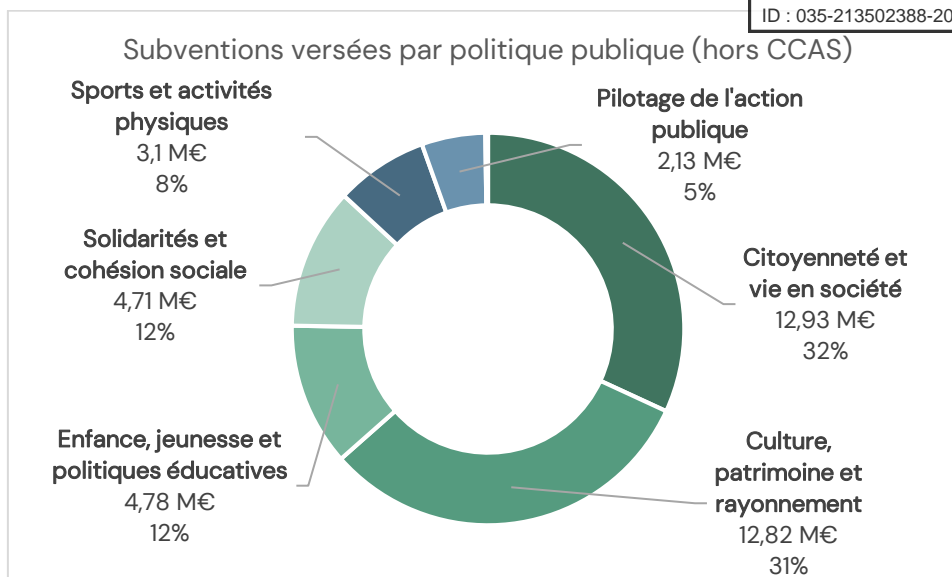
Les prestations et les aides fournies aux agents restent stables par rapport à 2022.

2. Autres Charges de gestion courante (Ch. 65)

En M€	CA 2022	Crédits ouverts 2023	CFU 2023	Taux exé. 2023	Évolution	
Autres charges de gestion courante	66,76	72,33	70,85	98,0%	4,10	6,1%
Subventions :	56,52	58,37	58,04	99,4%	1,52	2,7%
Subvention CCAS	16,93	17,48	17,48	100,0%	0,55	3,3%
Subventions aux tiers	39,59	40,89	40,56	99,2%	0,97	2,5%
Contributions obligatoires	5,82	5,94	5,93	100,0%	0,12	2,0%
Autres charges	2,99	6,49	5,37	82,7%	2,38	79,7%
Indemnités élu.es	1,44	1,53	1,51	99,2%	0,08	5,4%

Les autres charges de gestion courante concernent pour 90% les subventions versées aux tiers et les contributions, avec comme principaux postes de dépense :

- La subvention d'équilibre au CCAS qui augmente de +0,55 M€ pour atteindre 17,48 M€, du fait notamment des mesures de revalorisation salariales nationales ;
- La contribution obligatoire à l'enseignement privé pour 3,56 M€ (+117 K€ soit +3,4% suite à l'application des dispositions de la convention) ;
- Les subventions aux tiers qui progressent de 0,97 M€ (soit 2,5%) pour atteindre 40,5 M€, avec une hausse de +460 K€ pour soutenir les équipements de quartier, de +338 K€ pour accompagner les clubs sportifs de haut niveau et l'évènementiel sportif, de +304 K€ pour l'accueil associatif de la petite enfance et parallèlement des baisses notamment en lien avec les projets ou actions non reconduits.



Hors subventions et contributions, les autres charges de gestion courante 2023 évoluent significativement du fait du versement d'une indemnité exceptionnelle de 2,76 M€ à la copropriété du parking W1 (quartier Colombier) suite au jugement qui clôt un contentieux relatif à des problèmes techniques en lien avec la dalle publique surplombant le parking. Cette indemnisation a toutefois été prise en charge par Rennes Métropole du fait du transfert de la compétence en matière de voirie (Cf. infra : recette en autres produits de gestion courante).

3. Charges à caractère général (Ch. 011)

En M€	CA 2022	Crédits ouverts 2023	CFU 2023	Taux exé. 2023	Évolution	
Charges à caractère général	52,29	62,50	55,07	88,1%	2,78	5,3%
Dont fluides	13,59	19,05	15,42	81,0%	1,83	13,5%
Dont alimentation	5,76	6,76	6,61	97,9%	0,85	14,8%
Autres	32,94	36,69	33,04	90,0%	0,10	0,3%

L'évolution des charges à caractère général est moins importante en 2023 que les 2 années précédentes (pour rappel, +21,5 % soit 9,24 M€ en 2022 du fait notamment de la forte hausse des prix de l'énergie). L'impact de l'inflation reste toutefois marqué sur les fluides et l'approvisionnement en denrées alimentaires :

- **Les dépenses de fluides² enregistrent une hausse de +13,5 % (+1,83 M€)**, avec des évolutions de +32,9 % sur le poste gaz et électricité (+3,16 M€) et de +20 % sur l'eau, atténuées par une baisse des dépenses de chauffage urbain (-1,54 M€) ;
- **Les dépenses d'alimentation progressent de 850 K€, soit +14,8% (pour rappel +18% en 2022 soit +1,7 M€ en 2 ans)**. Cette hausse s'explique pour partie par la progression de la part de produits durables dans la politique d'achat de la Ville de Rennes, une évolution de la fréquentation des cantines scolaires mais aussi, de façon majoritaire, par les hausses de prix sur les denrées alimentaires.

² Fluides : Eau-assainissement, électricité et gaz, chauffage urbain et combustibles

4. Charges financières (ch.66)

En M€	CA 2022	Crédits ouverts 2023	CFU 2023	Taux exé. 2023	Évolution	
Charges financières	3,01	4,31	4,24	98,2%	1,23	40,7%

Les charges financières s'établissent à 4,24 M€ en 2023, soit +40,7%. Les dépenses d'intérêts de la dette s'élèvent à 4,02 M€ contre 2,98 M€ en 2022. Cette évolution est liée à la progression de l'encours de la dette (281,2 M€ au 31 décembre 2023) mais aussi à la hausse des taux d'intérêts (taux moyen de 1,8% en 2023 contre 1,4% en 2022).

5. Atténuation de produits, frais de fonctionnement des groupes d'élus, charges exceptionnelles et dotation aux provisions (Ch.014-6586-67-68)

En M€	CA 2022	Crédits ouverts 2023	CFU 2023	Taux exé. 2023	Évolution	
Atténuations de produits	0,55	0,62	0,59	94,4%	0,04	6,7%
Frais fonctionnement groupes d'élus	0,25	0,31	0,24	76,8%	-0,01	-4,5%
Charges spécifiques	0,21	0,20	0,07	34,1%	-0,14	-67,3%
Dotations aux provisions	0,00	0,27	0,27	100,0%	0,27	

- Le poste atténuations de produits intègre principalement les dégrèvements sur la fiscalité locale (413 K€) ;
- Les frais de fonctionnement des groupes d'élus sont stables ;
- Les charges spécifiques concernent les annulations de titres de recettes émis les années antérieures ;
- La provision constituée pour couverture des risques d'impayés est augmentée de +269 K€ pour atteindre le montant de 775 K€ fin 2023

B. Dépenses par politiques publiques

Les dépenses de fonctionnement sur les périmètres opérationnels des politiques publiques³ progressent de +7,22 M€ pour atteindre 122,8 M€, soit une hausse de +6,2 % entre 2022 et 2023.

Pilotage de l'action publique

En M€	CA 2022	CFU 2023	Évolution	
Pilotage de l'action publique	39,23	44,51	5,28	13,4%
Charges à caractère général	35,13	37,50	2,36	6,7%
Autres charges de gestion courante	4,10	7,02	2,91	71,0%

- **Fluides : 15,4 M€**, soit une hausse de +1,8 M€ par rapport à 2022 ;
- **Logistique (11,75 M€)** :
 - o Denrées alimentaires (6,6 M€, soit +14,8 %) ;
 - o Poursuite de l'ensemble des actions du plan alimentaire durable dont :
 - La création d'une école de cuisine municipale (en 2023, 15 ateliers/261 enfants pour les centres de loisirs et 6 cycles de formation pour 48 cuisiniers sur la cuisine alternative et évolutive) ;
 - Augmentation de la part des approvisionnements en produits alimentaires durables pour la restauration collective, qui atteint 55,6% en 2023 (63,9 % dont 58,7% de produits bio en crèches ; 60,4% dont 45,1 % de produits bio dans les cantines scolaires).
- **Juridique (+2,8 M€)** : versement d'une indemnisation suite au jugement rendu sur la dalle du parking W1 dans le quartier du Colombier (compensée en recettes par le remboursement de Rennes Métropole du fait du transfert de la compétence voirie).
- **Communication** : refonte du magazine de la Ville : fusion avec le magazine métropolitain (économie de 94 K€).

³ Hors charges de personnel et opérations comptables et financières

Solidarités et cohésion sociale

En M€	CA 2022	CFU 2023	Évolution	
Solidarités et cohésion sociale	22,49	23,27	0,78	3,5%
autres charges de gestion courante	21,55	22,19	0,64	2,9%
charges à caractère général	0,94	1,08	0,14	15,1%

- **Action sociale et accompagnement des publics (20,8 M€) :**
 - o Progression de la subvention au CCAS (+0,55 M€) qui atteint 17,48 M€, du fait notamment de l'impact des mesures nationales de revalorisation salariales (point d'indice, Ségur de la santé) ;
 - o Soutien exceptionnel, au titre de l'aide alimentaire, à la Croix rouge, la Banque alimentaire, Cœurs résistants, aux Restos du cœur et au Secours populaire (+16 K€) du fait des impacts de l'inflation.
- **Politique de la ville, lutte contre les discriminations, égalité, laïcité (1,1 M€) :**
 - o Hausse de la contribution au dispositif d'accès aux loisirs Sortir ! liée à l'augmentation du nombre de bénéficiaires (+110 K€) ;
 - o Lutte contre les discriminations : animation de 2 comités consultatifs "Rennes au pluriel" et "Egalité Femmes-Hommes" ; mise en œuvre de la plateforme linguistique et de la charte Français Langue étrangère ;
 - o Renouvellement du contrat de ville pour les 5 quartiers prioritaires de la politique de la ville.
- **Prévention et promotion de la santé (1,2 M€) :**
 - o Agir en faveur de la santé des enfants : dépistages et bilans de santé (+ 14 K€) ;
 - o Mesures de la qualité de l'air dans les équipements (+52 K€), lutte contre les nuisibles et gestion de l'animal dans la ville (+29 K€).

Aménagement durable et solidaire

En M€	CA 2022	CFU 2023	Évolution	
Aménagement durable et solidaire	0,48	0,48	0,00	-0,2%
charges à caractère général	0,47	0,47	0,00	-0,7%
autres charges de gestion courante	0,01	0,01	0,00	20,0%

- **Aménagement urbain (210 K€) :**
 - o Concertation sur le projet Rennes 2030 : poursuite de la politique de communication avec l'élaboration de documents de pédagogie, la diffusion de la newsletter Trames# ;
 - o Mise en œuvre de la charte Construction et citoyenneté incluant le processus de suivi des projets, l'organisation d'ateliers urbains sur les points singuliers et les secteurs sensibles.
- **Coordination du développement et de la gestion du Réseau de Fibre Optique Rennais (FOR) : 277 K€.**

Citoyenneté et vie en société

En M€	CA 2022	CFU 2023	Évolution	
Citoyenneté et vie en société	14,89	15,53	0,64	4,3%
autres charges de gestion courante	12,86	13,26	0,40	3,1%
charges à caractère général	2,03	2,27	0,24	11,7%

- **Vie associative de proximité (12,4 M) :**
 - o Soutien aux équipements de quartiers : budget de 9,6 M€, en hausse de 329 K€ dont +109 K€ pour le Cercle Paul Bert, +97 K€ pour la Maison des squares et +87 K€ pour l'Antipode.
- **Démocratie locale et vie des quartiers (1,1 M€) :**
 - o Reconduction de l'opération "Cet été à Rennes" proposant des animations de proximité dans les quartiers (387 K€) ;
 - o Logistique des fêtes : décorations et illuminations de fin d'année déployées en régie.
- **Tranquillité publique et prévention des risques (942 K€) :**
 - o Ouverture de la Maison des femmes Gisèle Halimi (+110 K€) ;
 - o Renforcement des actions de médiation.

Culture, patrimoine et rayonnement

En M€	CA 2022	CFU 2023	Évolution	
culture, patrimoine et rayonnement	20,12	19,59	-0,53	-2,7%
autres charges de gestion courante	16,46	15,84	-0,62	-3,8%
charges à caractère général	3,66	3,75	0,08	2,3%

- **Équipements culturels (4,45 M€)**
 - o Opéra : plus de coproductions de spectacles réalisées par l'Opéra de Rennes en 2023 que d'achat de droits (-450 K€) au groupement Angers Nantes Opéra ;
 - o Musée des Beaux-Arts : budget expositions moins important en 2023 (-160 K€).
- **Soutien à la vie culturelle et artistique : 14 M€ dont 13,96 M€ de subventions aux acteurs associatifs**
- **Relations internationales (704 K€) :**
 - o Accueil de plusieurs délégations en 2023 : Hué-Erlangen-Cork-Rochester ;
 - o Solidarité internationale : soutien à SOS Méditerranée (14 K€) et aides exceptionnelles suite aux séismes qui ont eu lieu en Turquie (10 K€) et au Maroc (10 K€).

Enfance, jeunesse et politique éducative

En M€	CA 2022	CFU 2023	Évolution	
enfance, jeunesse et politiques éducatives	10,42	10,76	0,34	3,3%
autres charges de gestion courante	7,95	8,40	0,45	5,6%
charges à caractère général	2,30	2,19	-0,11	-4,7%
atténuations de produits	0,17	0,17	0,00	2,4%

- **Temps scolaire (5,52 M€) :**
 - o Contribution obligatoire à l'enseignement privé (3,56 M€), en évolution de +3,4 % ;
 - o Ouverture du groupe scolaire Toni Morrison dans le quartier Maurepas en septembre 2023 ;
 - o Soutien renforcé à la Caisse des Ecoles pour le dispositif "Cités éducatives" déployé dans les quartiers Villejean et Blosne (+105 K€).
- **Temps périscolaire et extra-scolaire (1,86 M€) :**
 - o Financement des tiers partenaires pour l'animation (884 K€).
- **Petite enfance (1,84 M€) :**
 - o Soutien aux structures d'accueil associatives (1,57 M€), en hausse de 314 K€ avec une seconde année d'ajustement suite à la réforme de la PSU attribuée par la CAF (versement directe aux structures) ;
 - o Ouverture en année pleine de 16 places au sein de la crèche associative de plein air "La Clé des Champs" (+32 K€) ; ouverture de la crèche municipale Simone Veil (64 places)
- **Jeunesse (1,27 M€ dont 1,21 M€ de subventions)**

Qualité des espaces publics

En M€	CA 2022	CFU 2023	Évolution	
Qualité des espaces publics	2,39	2,68	0,29	12,3%
charges à caractère général	2,35	2,59	0,24	10,2%
autres charges de gestion courante	0,04	0,10	0,05	136,5%
atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	-63,3%

- **Jardins et biodiversité (1,41 M€) :**
 - o Maintenance des espaces verts (958 K€).
- **Propreté publique (732 K€) :**
 - o Effacement tags/affichages (342 K€, en hausse de 5,2 %)
- **Domaine public, espaces de circulation et déplacements doux (542 K€)**
 - o Déploiement de nouveaux horodateurs
 - o Concertation plans de circulation et campagne de limitation de vitesse en ville à 30 km/h ;
 - o Soutien à l'accueil à Rennes du congrès de la Fédération française de la bicyclette (15 K€).

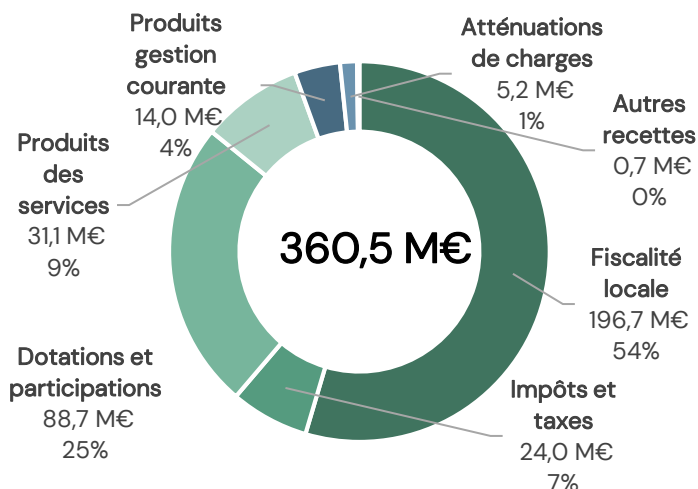
Sports et activités physiques

En M€	CA 2022	CFU 2023	Évolution	
sports et activités physiques	5,55	5,96	0,42	7,6%
autres charges de gestion courante	3,45	3,87	0,42	12,0%
charges à caractère général	2,09	2,10	0,00	0,2%

- **Animation sportive et soutien aux clubs (3,78 M€ dont 2,54 M€ de subventions accordées) :**
 - Soutien renforcé aux clubs : REC Volley Ball (+83 K€), Stade Rennais Athlétisme (35 K€) ;
 - JO 2024 : Soutien à 14 athlètes (+49 K€).
- **Équipements sportifs (1,32M€)**
- **Manifestations sportives (862 K€) :** accueil des championnats de France de natation et d'open 3*3 de basket-ball en 2023 (+230 K€)

C. Recettes de fonctionnement

En M€	CA 2022	CFU 2023	Evol.%
Recettes	326,85	360,45	10,3%
Fiscalité locale	207,92	196,74	6,2%
Impôts et taxes		23,97	
Dotations et participations	77,88	88,71	13,9%
Produits des services	29,00	31,11	7,3%
Produits gestion courante	4,89	14,04	186,9%
Atténuations de charges	5,59	5,19	-7,1%
Reprises sur provisions	0,61	0,34	-44,6%
Produits financiers	0,50	0,28	-44,8%
Produits spécifiques	0,46	0,07	-83,6%



La forte dynamique des recettes (+10,3 %) s'explique pour partie par le versement par l'Etat d'une dotation exceptionnelle de 7,6 M€ dite « filet de sécurité » attribuée aux collectivités pouvant notamment justifier d'une dégradation d'au moins 25% de leur épargne brute en 2022 du fait de la reprise de l'inflation et des mesures de revalorisation salariale annoncées au niveau national. A cela, s'ajoutent d'autres recettes exceptionnelles en 2023 :

- La comptabilisation d'un excédent de ZAC pour 4,6 M€ (lotissement Victor Rault et ZAC Atalante Villejean) ;
- Le remboursement par Rennes Métropole de l'indemnité de 2,8 M€ versé à la copropriété du parking W1 du quartier Colombier (neutre dépense et recette) ;
- Une recette fiscale supplémentaire de 3,8 M€ au titre de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires suite à la campagne de déclaration obligatoire des biens immobiliers à usage d'habitation menée par l'Etat en 2023. Si cette campagne a permis la régularisation de nombreuses situations sur les résidences secondaires, elle a toutefois généré l'émission d'un certain nombre d'avis d'imposition sur la base d'informations erronées. Ces erreurs feront vraisemblablement l'objet de dégrèvements et corrections en 2024.

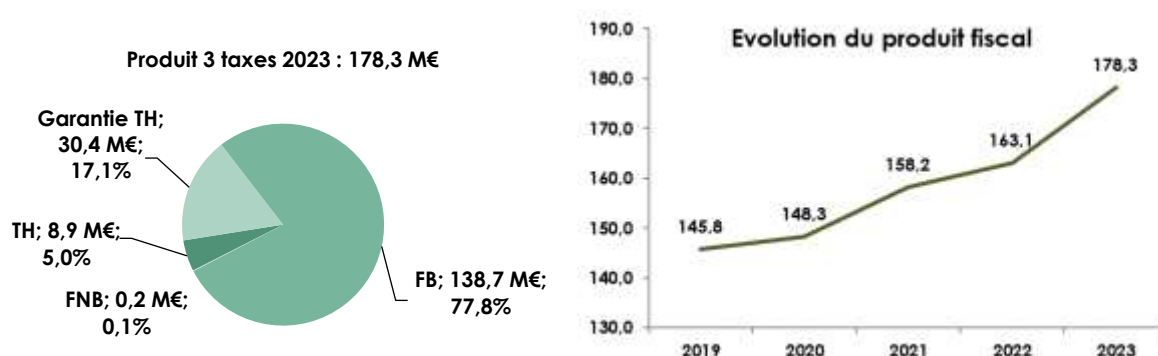
Après neutralisation de ces recettes exceptionnelles (au total 18,8 M€), les recettes de fonctionnement se chiffrent à 341 M€ soit une hausse de 4,3% (+14,1 M€ par rapport à 2022) inférieure au niveau de l'inflation constaté.

1. Impôts et taxes (Ch.73)

Les impôts et taxes perçus par la Ville se sont élevés en 2023 à 220,71 M€ contre 207,92 M€ en 2022 soit une évolution de +6,2%.

	CA 2022	CA 2023	Évolution	
<i>en M€</i>				
Fiscalité locale	183,81	196,74	12,94	7,0%
TH et taxes foncières	163,10	178,26	15,17	9,3%
Droits de place	0,63	0,80	0,18	28,0%
Taxe sur l'électricité	3,38	4,60	1,21	35,8%
Droits de mutation	16,00	12,33	- 3,67	-22,9%
Taxe sur les pylônes	0,06	0,06	0,00	4,9%
TLPE	0,64	0,69	0,05	7,2%
Impôts et taxes	24,11	23,97	- 0,15	-0,6%
AC	7,42	7,42	-	0,0%
DSC	13,43	13,45	0,01	0,1%
FNGIR	0,30	0,30	-	0,0%
FPIC	2,96	2,80	- 0,16	-5,3%
Total	207,92	220,71	12,79	6,2%

PRODUIT FISCAL « TROIS TAXES »



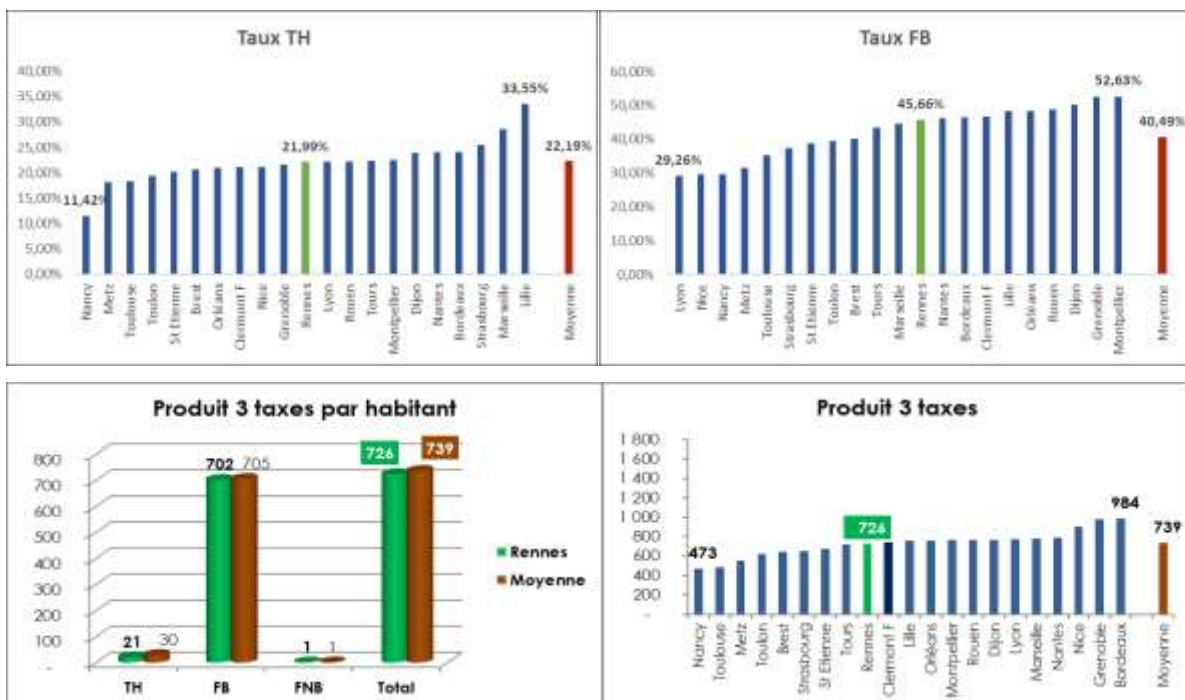
Le produit fiscal trois taxes⁴ s'est élevé à 178,3 M€ en 2023, soit +9,3% par rapport à 2022. Cette évolution résulte principalement de la revalorisation forfaitaire des bases (+7,1% pour les locaux d'habitation et +1,1% pour les locaux professionnels) mais aussi de l'augmentation du nombre de logements et de locaux professionnels neufs (croissance physique) ainsi que de la prise en compte des rôles supplémentaires.

Par ailleurs, la campagne de mise à jour des biens immobiliers mise en œuvre par la Direction générale des finances publiques en 2023 s'est probablement traduite, comme mentionné précédemment, par l'émission d'un certain nombre d'avis d'imposition sur la base d'informations erronées.

⁴ Taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties

	Revalorisation des bases	Évolution physique des bases	Produit ⁵
Taxes foncières	7,1% pour les locaux d'habitation et +1,1% pour les locaux professionnels	+ 1,6%	169,3 M€
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		+ 77,6%	7,9 M€

Le produit fiscal rennais par habitant est légèrement inférieur à celui constaté dans les autres villes centre de métropole⁶ (726 € contre 739 €), le taux d'imposition rennais étant un peu plus faible que la moyenne pour la taxe d'habitation et un peu plus élevé pour le foncier bâti.



AUTRES RECETTES FISCALES, REVERSEMENTS ET DISPOSITIFS DE PEREQUATION

→ Reversements en provenance de Rennes Métropole :

- 7,4 M€ au titre de l'attribution de compensation ;
- 13,4 M€ au titre de la Dotation de Solidarité Territoriale (DSC) dont l'enveloppe globale a été revalorisée par Rennes Métropole avec une évolution des critères d'attribution en 2022.

→ Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) : 2,8 M€ contre 2,96 M€ en 2022.

⁵ Hors rôles supplémentaires et taxe d'habitation sur les locaux vacants (THLV)

⁶ Les données fiscales 2023 consolidées par la Direction générale des finances publiques n'étant pas disponibles à la date de rédaction du présent rapport, la comparaison de la fiscalité ménage de la Ville de Rennes avec celle des autres villes centre de métropoles ne peut être faite que pour l'année 2022.

- Les produits liés à la taxe communale additionnelle sur les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) s'élèvent à 12,33 M€ (-23% par rapport à 2022), en forte baisse après deux années de forte croissance.
- Diverses recettes fiscales⁷ : 6,2 M€, en hausse de 1,4 M€. À compter de 2023, la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) a été intégrée à la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE). La Ville de Rennes perçoit donc désormais une fraction de TICFE. Cependant, en 2023, la Ville de Rennes a également perçu des reliquats de TCCFE des années précédentes expliquant en grande partie la hausse observée.

2. Dotations et participations (Ch.74)

LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

La dotation globale de fonctionnement perçue par la Ville de Rennes en 2023 est en progression de +1,8% contre +2,1% constaté en 2022.

Évolution des dotations				
En M€	2022	2023	Évolution	
Dotation forfaitaire	39,06	39,34	0,28	0,7%
+ DSU	12,45	13,08	0,63	5,1%
+ DNP	3,16	3,23	0,07	2,4%
= DGF	54,67	55,65	0,99	1,8%
+DSI	0,001	0,001	-0,00	-33,3%
+DGD	0,88	0,88	0,00	0,0%
Total	55,55	56,53	0,99	1,8%

Au sein de la DGF, il est à noter :

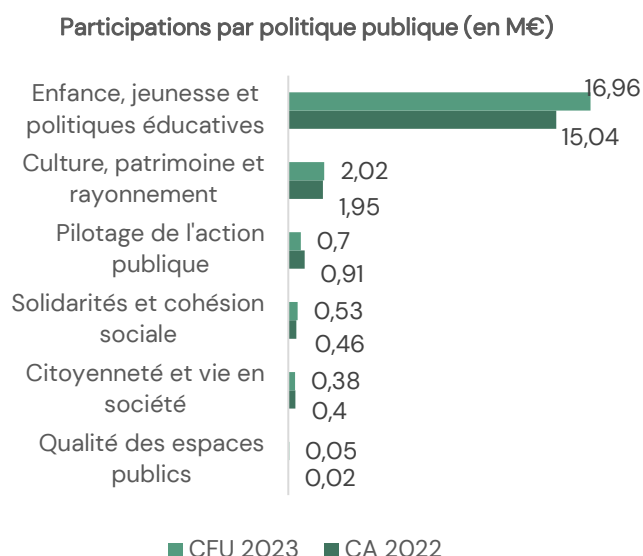
- La progression de la Dotation de solidarité urbaine (DSU) de plus de +5% car la Ville bénéficie de la réforme de cette dotation qui prévoit, depuis 2017, un nouveau dispositif de répartition de l'abondement national ;
- L'évolution positive de la dotation nationale de péréquation (DNP), essentiellement du fait de la hausse de la valeur du point qui sert de base au calcul de la dotation.

COMPENSATIONS

Les compensations fiscales versées par l'État progressent de +0,3 M€, du fait principalement de l'évolution des exonérations de taxe foncière.

⁷ Taxe sur la consommation finale d'électricité et taxe sur la publicité extérieure notamment.

En M€	CA 2022	CFU 2023	Évolution	
Participations	18,79	28,29	9,50	51%
Participations hors aide except. État	18,79	20,66	1,87	10%
CAF-MSA	12,58	14,48	1,89	15%
Petite enfance	10,14	10,87	0,73	7%
Enfance	2,41	3,58	1,17	48%
Jeunesse	0,03	0,03	0,00	0%
État (dont 7,6 M€ dot.except.)	4,25	11,70	7,45	176%
Conseil Départemental	1,53	1,53	0,00	0%
Région	0,20	0,20	0,00	-2%
Mécénat-aides projets équip. culturels	0,15	0,27	0,12	79%
Autres	0,08	0,12	0,04	54%



Les participations perçues en 2023 affichent une hausse significative de **+9,5 M€**, du fait principalement du versement en 2023 d'une dotation exceptionnelle de l'État⁸ de 7,6 M€. Celle-ci vient compenser la perte importante d'épargne nette en 2022 liée à la hausse des coûts de l'énergie, de l'alimentation et des dépenses de personnel suite aux mesures nationales de revalorisation.

Hors dotation exceptionnelle, les participations progressent de +10 %. Elles recouvrent :

- **Les participations de la CAF et de la MSA qui constituent la recette la plus importante (14,48 M€), en hausse de +15 %, soit +1,89 M€.** Elles sont réparties entre :
 - Le financement PSU des places de crèches pour 10,87 M€, en hausse de 7%. La recette évolue en 2023 en lien notamment avec l'ouverture de la crèche Simone Veil (64 places) et la revalorisation du financement PSU ;
 - Le financement des temps périscolaires (essentiellement pause méridienne) à hauteur de 3,58 M€. L'année 2023 comptabilise des retards de notification et ajustements des années précédentes justifiant la variation à la hausse pour 0,6 M€ (classes passerelles, accueil handicapés, bonus territoire).
- **Les participations versées par l'État, pour un total de 4,07 M€ répartis entre :**
 - La réservation de places de crèches pour les agents de l'État (1,22 M€) ;
 - Les temps scolaires avec le fonds de dotation éducation pour le maintien de la semaine de 4,5 jours (730 K€) ;
 - Le financement des prestations d'état-civil par l'ANTS (380 K€) ;
 - Des projets et équipements culturels au titre des subventions DRAC (851 K€) ;

⁸ Application du décret n°2022-1314 du 13 octobre 2022 pris en application de l'article 14 de la loi n°2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 applicable aux communes et leurs groupements

- Les dispositifs de soutien sur les ressources humaines (501 K€) dont les postes CUI, ANRU, le fonds pour l'insertion des personnels en situation de handicap.

→ **Le Conseil Départemental contribue au titre :**

- De l'égalité des chances, en soutenant l'accueil social dans les crèches municipales pour 456 K€ ;
- De la Vaccination dans le cadre de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) pour 337 K€ ;
- Du contrat de territoire en soutenant des projets culturels pour 406 K€, le contrat urbain de cohésion sociale ainsi que le dispositif « Sortir! » pour 27 K€ et le Conservatoire pour 330 K€ (musiciens intervenants).

→ **La Région** soutient les projets de l'opéra et du conservatoire (195 K€).

3. Produits des services et du domaine

En M€	CA 2022	CFU 2023	évol.	Quote- Part
Produits des services et du domaine	29,00	31,11	2,11	100%
Redevances enfance-petite enfance	9,12	9,57	0,46	31%
Occupation du domaine public	8,04	8,28	0,25	27%
Remboursement de frais	4,08	4,85	0,76	16%
Redevances sportives et culturelles	3,36	3,83	0,47	12%
Réseau FOR	1,45	1,68	0,24	5%
Fourrière	0,82	0,87	0,05	3%
Mise à disposition de personnel	0,89	0,76	-0,13	2%
Autres	0,62	0,73	0,12	2%
Concession cimetières	0,63	0,52	-0,11	2%

La dynamique des produits des services et du domaine (+7,3%) est répartie entre les secteurs suivants :

- **Aménagement urbain (+693 K€)** : remboursement par les budgets annexes de ZAC de charges portées par le budget principal ; dynamique des recettes du réseau de fibre optique ;
- **Sports et activités physiques (+462 K€)** : hausse de l'ensemble des recettes des équipements sportifs : piscines (+140 K€), Gymnases et salles (+170 K€), stades et plateaux (+151 K€) ;
- **Enfance (+459 K€)** : redevances des familles pour l'accueil en crèche (+273 K€) et recettes des accueils périscolaires et extrascolaires (+186 K€) ;
- **Commerce de proximité et action commerciale (+481 K€)** : recettes d'occupation du domaine public pour les halles et marchés et la fête foraine

4. Autres produits de gestion courante-Reprises sur provision-Produits exceptionnels et financiers (Ch.75-76-77-78-013)

En M€	CA 2022	CFU 2023	Évolution	
Autres produits de gestion courante	4,89	14,04	9,15	187%
Atténuations de charges	5,59	5,19	-0,40	-7%
Produits spécifiques	4,37	2,91	-1,46	-33%
Reprises sur provisions	0,61	0,34	-0,27	-45%
Produits financiers	0,50	0,28	-0,22	-45%

Les autres produits de gestion courante (Ch.75) comptabilisent principalement le revenu des immeubles (+ 504 K€) dont la Ville est propriétaire, pour un montant de 5,3 M€ en 2023, ainsi que les redevances de concessionnaires, stables à 95 K€ (DSP des équipements Le Liberté, Le Blizz et la Maison des associations). En 2023, des recettes exceptionnelles ont été perçues :

- Remboursement par Rennes Métropole de l'indemnisation versée suite au jugement sur le contentieux relatif à la dalle du parking W1 pour 2,8 M€ ;
- Les excédents des budgets annexes de ZAC clôturées en 2023 pour un total de 4,6 M€ : Victor Rault (+2,22 M€) et Atalante Villejean (2,37 M€) ;
- Des indemnités d'assurance pour 920 K€, correspondant pour partie à 2 sinistres importants.

Les produits financiers (Ch.76) intègrent les intérêts d'une avance de trésorerie consentie à Territoires pour la concession ZAC Baud-Chardonnet pour un montant de 260 K€.

Les produits spécifiques (Ch.77) recouvrent les produits de cessions pour 2,8 M€ contre 3,9 M€ en 2022 et diverses annulations de mandats ;

Les reprises sur provisions (Ch.78) concernent en 2023 des provisions constituées en prévision de contentieux qui se sont clos en 2023 (dalle parking W1 et contentieux relatif à une préemption).

IV. Section d'investissement

A. Dépenses d'investissement

En M€	CA 2022	Crédits ouverts 2023	CFU 2023	Taux exécution	Évolution	
Dépenses d'investissement	100,7	119,8	102,0	79,8%	1,3	1,3%
Dépenses d'investissement hors emprunt	79,4	95,2	77,5	81,5%	-1,8	-2,3%
Dépenses d'équipement	77,2	89,6	72,8	81,2%	-4,4	-5,7%
Participations et immob. Financières	1,7	5,2	4,6	89,6%	2,9	174,0%
Autres dépenses d'investissement	0,5	0,4	0,1	23,0%	-0,4	-82,5%
Remboursement d'emprunt	21,3	24,6	24,4	99,3%	3,1	14,6%

Hors affectation du résultat et mouvements neutres liés à la gestion de trésorerie

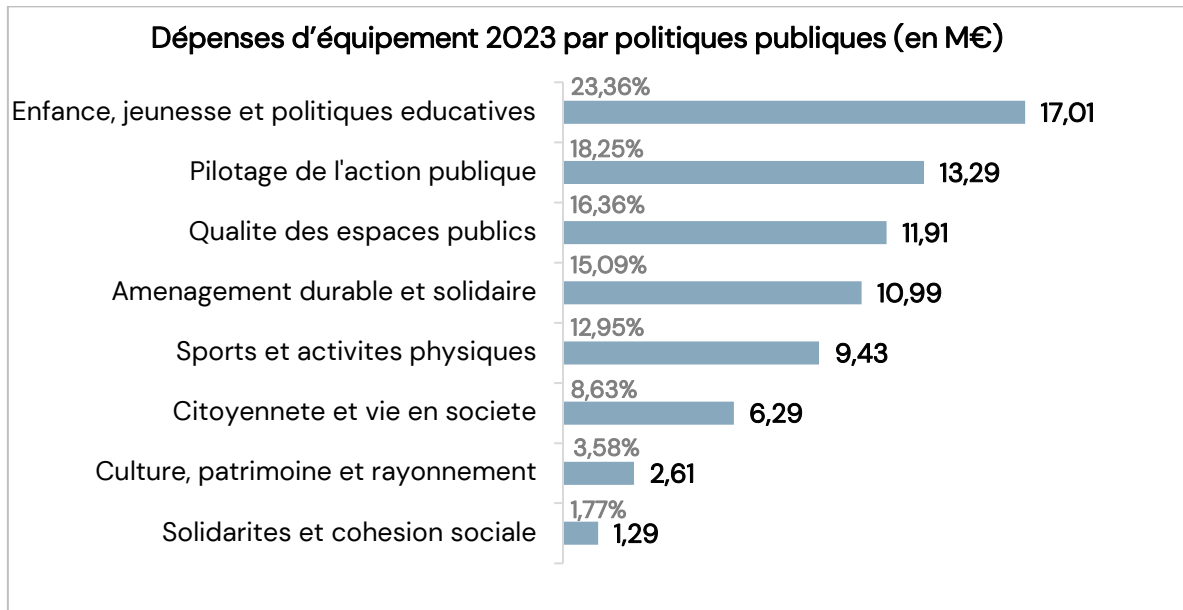
En 2023, les dépenses réelles d'investissement, excluant les remboursements d'emprunt, s'élèvent à 77,5 M€, en baisse de 2,3% par rapport à 2022, principalement attribuable à l'avancement des travaux de construction des groupes scolaires, entraînant ainsi une légère contraction des dépenses d'équipement (-4,4 M€) qui représentent la plus grande part du total des investissements (71%). Ces dépenses sont présentées plus en détail, par politique publique, dans la suite de ce rapport.

Les participations financières demeurent très variables d'une année à l'autre. En 2023, le montant s'élève à 5,2 M€, en hausse de 2,9 M€ par rapport à 2022. Il comprend notamment :

- Une participation de 3 M€ à Territoires pour réaliser un parc public sur le périmètre de la ZAC Porte de Saint-Malo ;
- Une participation de 1,2 M€ à Territoires pour l'aménagement des berges et du parc dans le cadre de de la ZAC Baud Chardonnet.

Les opérations sous mandat qui retracent les travaux réalisés par la Ville pour le compte de la Métropole, s'élèvent à 0,08 M€ en 2023 et ont vocation à être intégralement remboursées par la Métropole.

5. Les dépenses d'équipement (périmètre APCP Ch.20-21-204-23)



Enfance, jeunesse et politiques éducatives

	CA 2022	CFU 2023	Évolution
	27,52	17,01	-10,51
Temps scolaire	26,50	15,84	-10,66
Accueil de la petite enfance	0,36	0,81	0,45
Temps périscolaire	0,51	0,29	-0,21
Temps extrascolaire	0,15	0,07	-0,08

- **Travaux de construction et de réhabilitation du patrimoine scolaire : 12,5 M€**, soit 11,1 M€ de moins qu'en 2021, du fait de l'achèvement du pôle éducatif Simone Veil. Les travaux réalisés en 2023 portent principalement sur les groupes scolaires Toni Morrison (5,8 M€) et Miriam Makeba (5 M€).
- **Travaux de rénovation courante : 2,4 M€** dont 0,9 M€ sur le groupe scolaire Jacques Prévert.
- **Acquisition de matériels et de mobiliers (1,2 M€)** à destination des écoles pour 1 M€ et des restaurants scolaires pour 0,2 M€.

Pilotage de l'action publique

	CA 2022	CFU 2023	Évolution
	12,90	13,29	0,39
Stratégie et gestion immobilière	6,70	4,76	-1,94
Gestion et développement du système d'information	3,71	4,73	1,02
Logistique	2,19	3,35	1,17
Communication	0,09	0,20	0,11
Ressources humaines	0,07	0,19	0,12
Gestion et développement du système de données territoriales	0,13	0,05	-0,08
Stratégie et gestion financière	0,01	0,00	0,00

- **Investissements informatiques : 4,7 M€.** La direction des services numériques étant mutualisée entre la Ville et la Métropole, ces dépenses sont composées pour l'essentiel d'une participation versée à Rennes Métropole qui s'établit à 4,6 M€ en 2023.
- **Logistique :** 2,4 M€ portant sur les acquisitions de véhicules et engins, 0,5 M€ sur l'acquisition de mobiliers et matériels et 0,3 M€ pour les travaux de raccordement des bornes de rechargement pour les véhicules électriques.
- **Pilotage énergétique des équipements :** 2,3 M€.
- **Diverses opérations de construction et de restructuration de locaux des services :** 1,5 M€ dont la construction d'un local technique à la Courrouze pour 0,7 M€ ainsi que la déconstruction d'un immeuble rue d'Antrain pour 0,5 M€.

Qualité des espaces publics

	CA 2022	CFU 2023	Évolution
	5,69	11,91	6,22
Jardins et biodiversité	2,91	6,98	4,08
Gestion du domaine public et des espaces de circulation	2,56	4,80	2,24
Propreté publique	0,20	0,12	-0,08
Développement des déplacements doux	0,02	0,01	-0,01

- **Jardins et biodiversité : 7 M€** qui incluent notamment les travaux d'aménagement des Prairies de Rennes pour 4 M€ ainsi que les travaux de rénovation de la chaufferie bois du centre horticole pour 0,7 M€.
- **Gestion du domaine public : 4,8 M€** dont 2,4 M€ pour l'acquisition du parking Hôtel-Dieu, 1 M€ pour la réalisation d'infrastructures sur le périmètre de la ZAC Blosne Est. Enfin, les acquisitions d'horodateurs s'élèvent à 0,6 M€ en 2023.

Aménagement durable et solidaire

	CA 2022	CFU 2023	Évolution
	9,41	10,99	1,58
Aménagement urbain	8,91	10,51	1,59
Développement des réseaux Fibre Optique	0,50	0,48	-0,02

- **Aménagement : 6,8 M€** de participations versées à Territoires Publics pour l'équilibre des ZAC Maurepas Gros Chêne (3 M€), Blosne Est (2 M€), Maurepas Gayeulles (1,2 M€) et Centre ancien (0,6 M€).
- **Réserves foncières : 3,3 M€.**

Sports et activités physiques

	CA 2022	CFU 2023	Évolution
	8,78	9,43	0,65
Équipements sportifs	8,66	9,31	0,64
Animation sportive et soutien aux clubs	0,12	0,12	0,00

- **Travaux de construction et de réhabilitation des équipements sportifs : 3,9 M€** avec la rénovation du pôle Ovalie (1,6 M€), les travaux de reconstruction du gymnase de Torigné (1,2 M€), les études pour la future piscine de Villejean (1 M€) et la rénovation des alimentations électriques du Roazhon Park (1 M€).
- **Travaux de rénovation courante du patrimoine sportif : 2,9 M€** dont 0,9 M€ pour la rénovation du gymnase Kennedy et 0,8 M€ pour la réalisation du terrain de football en gazon synthétique au sein du complexe sportif Moulin du Comte.
- **Acquisitions de matériels sportifs : 0,5 M€.**

Citoyenneté et vie en société

	CA 2022	CFU 2023	Évolution
	6,70	6,29	-0,42
Démocratie locale et vie des quartiers	5,40	4,84	-0,56
Tranquillité publique et prévention des risques	0,91	0,72	-0,19
Vie associative de proximité	0,31	0,70	0,40
Commerce de proximité et action commerciale	0,08	0,02	-0,06
Prestations citoyenneté	0,00	0,01	0,00

- **Équipements de quartier : 3,7 M€** incluant principalement le pôle associatif du Blosne (3,6 M€).
- **Budget participatif : 0,9 M€.** Les principaux projets financés en 2023 sont la couverture du boulodrome de Bréquigny (0,35 M€) et le réaménagement de la place à proximité du métro Clémenceau (0,12 M€).
- **Vidéo protection (équipements) : 0,7 M€.**
- **Rénovation des équipements socio-éducatifs : 0,4 M€.**

Culture, patrimoine et rayonnement

	CA 2022	CFU 2023	Évolution
	4,81	2,61	-2,20
Patrimoine	3,54	1,43	-2,11
Équipements culturels	0,84	0,84	0,01
Soutien à la vie culturelle et artistique	0,42	0,33	-0,09
Relations internationales, coopération et rayonnement	0,01	0,00	-0,01

- **Jardins des portes Mordelaises : 0,47 M€.**
- **Travaux d'entretien et de modernisation des équipements culturels : 0,5 M€**

Solidarités et cohésion sociale

	CA 2022	CFU 2023	Évolution
	1,39	1,29	-0,10
Politique de la ville, lutte contre les discriminations, égalité femmes-hommes et laïcité	0,02	0,58	0,55
Action sociale et accompagnement des publics	0,73	0,41	-0,32
Handicap et accessibilité	0,63	0,29	-0,34

- Soutien à Archipel Habitat dans le cadre du NPNRU : 0,5 M€.
- Travaux de mise en accessibilité des bâtiments publics : 0,3 M€.
- Travaux de rénovation de la maison de retraite Saint-Cyr : 0,3 M€.

B. Les recettes d'investissement

En M€	CA 2022	Crédits ouverts 2023	CFU 2023	Taux exécution	Évolution	
Recettes d'investissement	58,4	84,4	59,0	69,9%	0,6	1,1%
Recettes d'investissement hors emprunt	25,4	31,6	24,0	76,0%	-1,4	-5,4%
FCTVA	8,1	8,6	8,6	100,0%	0,5	5,7%
Subventions d'investissement	13,7	16,6	12,7	76,3%	-1,0	-7,2%
Immobilisations financières	3,1	3,0	2,5	82,5%	-0,6	-19,8%
Autres recettes d'investissement	0,5	0,5	0,2	46,8%	-0,2	-50,2%
Emprunt	33,0	44,8	35,0	78,1%	2,0	6,0%

Hors affectation du résultat et mouvements neutres liés à la gestion de trésorerie

Les recettes d'investissement hors emprunt s'élèvent à 59 M€ en 2023. Elles sont stables par rapport à 2022 et comprennent :

- Les subventions reçues pour 12,7 M€, en baisse de 1 M€ par rapport à 2022 qui était toutefois une année particulière avec la perception d'une recette de 0,9 M€ au titre de 2021 dans le cadre du plan d'aide à la relance de la construction durable mis en place par le gouvernement afin de relancer la production de logements neufs. Corrigé de cette recette exceptionnelle, le volume de subventions reçu en 2023 est comparable à celui de l'an dernier. Il comprend notamment :
 - Un fonds de concours de 3 M€ versé par la ZAC Beauregard Quincé au titre du parc public de la ZAC Porte de Saint-Malo ;
 - Deux subventions de l'État (FSIL et ANRU) d'un montant total de près de 1,3 M€ pour la construction du groupe scolaire Toni Morrison ;
 - Des subventions de l'État (FSIL) pour la rénovation thermique de la piscine de Bréquigny (1 M€) et divers travaux de rénovation thermique des bâtiments communaux (0,9 M€) ;
 - Le solde de la participation du Conseil régional au financement du Conservatoire du Blosne pour 0,9 M€ ;
 - Une subvention de l'Agence Nationale du Sport pour la rénovation du stade d'athlétisme Courtemanche de 0,8 M€ ;
 - Une aide européenne (FEDER) de 0,5 M€ pour la réalisation de la passerelle piétons/cycles de l'ilot de l'octroi.
- Les immobilisations financières intègrent principalement le remboursement par Territoires Publics d'une avance de trésorerie de 2 M€ dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Baud Chardonnet.
- Le FCTVA (8,6 M€) augmente légèrement en 2023 (+0,5 M€).
- Enfin, 35 M€ d'emprunts nouveaux ont été encaissés en 2023.

C. La dette

L'ENCOURS DE DETTE

Au 31 décembre 2023, l'encours de dette au budget principal s'élève à 281,2 M€.

La durée résiduelle moyenne de la dette est de 9 ans et 3 mois.

Le taux moyen est de 1,82%.



En 2023, la ville a remboursé 24,4 M€ sur le budget principal et mobilisé 35 M€ :

- 10 M€ auprès de l'AFL (Agence France Locale) : Euribor 3 mois + 0,62% sur 15 ans ;
- 12 M€ auprès de l'AFL en taux fixe 3,82% sur 15 ans ;
- 5 M€ auprès de ARKEA en Livret A + 0,45% sur 15 ans ;
- 5 M€ auprès du Crédit Coopératif en Livret A + 0,65% sur 15 ans ;
- 3 M€ auprès de la Banque des Territoires en taux fixe 2% sur 13 ans (avances remboursables Intracting dont le remboursement par la collectivité est couvert par les gains financiers générés par les économies d'énergie liées aux projets de rénovation énergétique financés).

L'ANNUITÉ DE LA DETTE

L'annuité de la dette 2023 est en progression par rapport à 2022, du fait de l'augmentation de l'encours et des taux d'intérêts.

Elle s'élève à 28,4 M€ contre 24,3 M€ en 2022, le capital remboursé en 2023 comprenant, comme en 2022, un amortissement de 10 M€ au titre du capital obligataire.

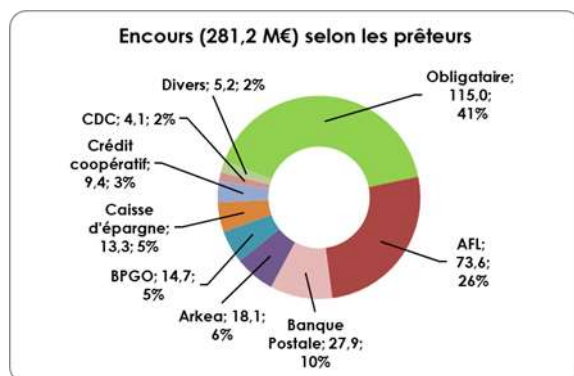
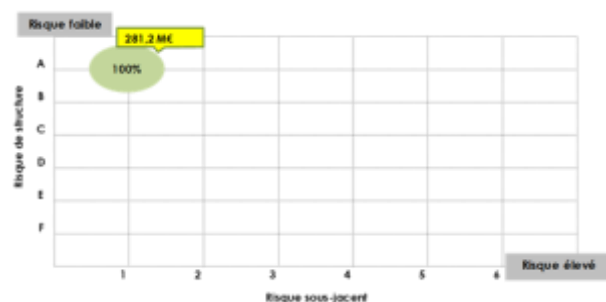
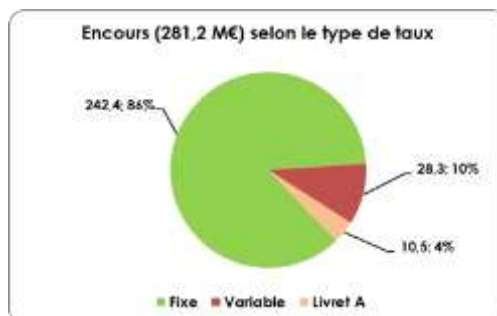


LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS SELON LES TAUX ET LES PRÊTEURS

Au 31 décembre 2023, le taux moyen de l'encours est de 1,82%. Ce taux est en augmentation par rapport à 2022 et 2021 après avoir baissé régulièrement les années précédentes du fait du contexte économique international et de la politique monétaire de la BCE.



L'encours est à 86% en taux fixe, le reste de la dette étant indexé en taux variable (Euribor, Tam/Tag) ou Livret A. L'ensemble de la dette relève de la catégorie A1 sans risque de la Chartre Gissler.



L'obligataire représente encore 41% de l'encours (les dernières émissions datant de 2019).

L'AFL, à laquelle la Ville a adhéré en 2021, est le 1^{er} partenaire bancaire avec 26% de l'encours, suivie de la Banque Postale et de Arkea.

Budgets annexes

I. Budgets annexes de Zone d'Aménagement Concerté

La politique d'aménagement urbain de la Ville de Rennes repose sur la création de zones d'aménagement concerté (ZAC) qui sont au nombre de 23 dont 14 gérées en régie (dont un lotissement) et 9 concédées à l'aménageur Territoires.

Les activités des ZAC et du lotissement en régie municipale sont retracées jusqu'en 2023 au sein de budgets annexes individualisés. L'instruction comptable M57, désormais applicable, prévoit de regrouper les ZAC au sein d'un même budget annexe. Afin de se conformer à ces dispositions, les ZAC se clôturant après 2025 seront désormais suivies, à compter de l'exercice 2024, au sein d'un budget annexe unique. Ce regroupement concernera les ZAC Blosne-est, Ilot de l'Octroi, Bois Perrin, Plaisance, Brasserie Saint Hélier, Armorique, Haut Sancé, Atalante Champeaux et toute nouvelle ZAC.

Par ailleurs, les travaux d'aménagement du foncier, destiné à être cédé, des ZAC Lorient-Saint Brieuc, Atalante-Villejean et Atalante-Champeaux, sont désormais suivis en comptabilité de stock de terrains aménagés depuis 2023, à l'instar des autres zones d'aménagement, afin de se conformer à l'instruction comptable.

En consolidé, les réalisations 2023 de ces budgets se chiffrent à 13,36 M€ en dépenses et 12,95 € en recettes. L'année 2023 est marquée par :

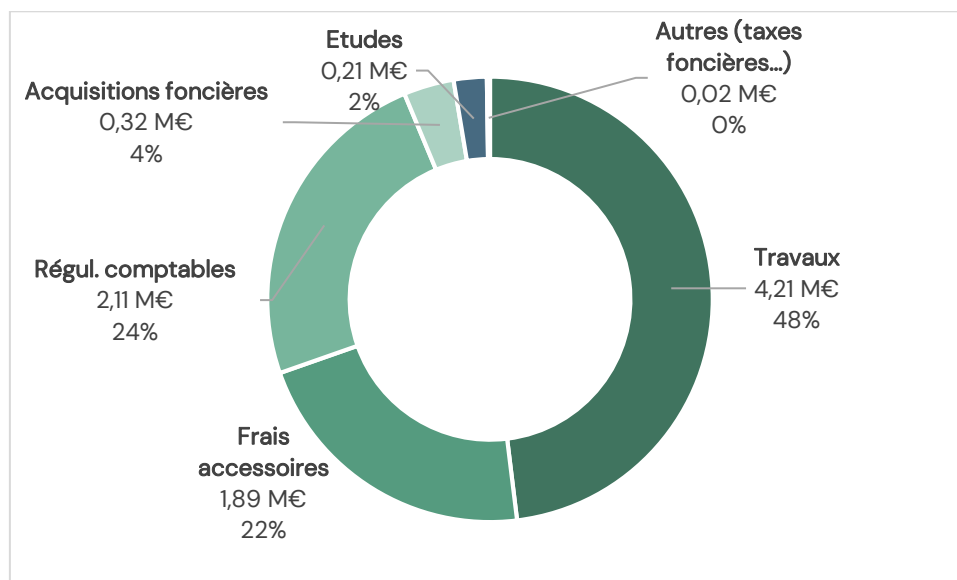
- **La clôture au 31 décembre 2023 des budgets annexes des ZAC Atalante Villejean, Lotissement V. Rault** dont les **excédents** prévisionnels ont été reversés au budget principal pour respectivement 2,37 M€ et 2,23 M€ (montants inclus dans les dépenses 2023) ;
- La finalisation des écritures liées au transfert de gestion à la SPLA Territoires Publics de la **ZAC Portes de Saint Malo** dans le cadre de la concession d'aménagement, afin de **clôturer le budget annexe** de cette opération en 2023.

mouvements réels en M€	date prévisionnelle de clôture	CA 2023			
		dépenses 2023	recettes 2023	résultat de clôture 2022 reporté	résultat de clôture 2023
LOTISSEMENT VICTOR RAULT	2023	2,28 (1)	0,01	2,30	0,03
ZAC ARMORIQUE	2028	0,69	0,00	1,63	0,94
ZAC ATALANTE CHAMPEAUX	2026	0,31	1,74	6,49	7,93
ZAC ATALANTE VILLEJEAN	2023	2,39 (1)	0,94	1,46	0,00
ZAC BLOSNE EST	2030	2,88	2,02 (2)	-9,02	-9,87
ZAC BOIS PERRIN	2030	0,11	0,00	-5,54	-5,65
ZAC BRASSERIE SAINT HELIER	2028	0,11	0,13	-0,61	-0,60
ZAC HAUT SANCE	2030	0,70	0,00	1,33	0,63
ZAC ILOT OCTROI	2028	0,04	0,00	-1,56	-1,60
ZAC MADELEINE	2025	0,19	0,00	0,36	0,17
ZAC MS LORIENT ST BRIEUC	2024	1,12	0,34	0,48	-0,30
ZAC NORMANDIE SAUMUROIS	2025	0,37	0,00	0,04	-0,33
ZAC PLAISANCE	2027	1,49	0,00	-0,76	-2,25
ZAC PORTE DE ST MALO	2023	0,69	7,77	-7,09	0,00
Total général		13,36	12,95	-10,50	-10,90

(1) Dont reversement des excédents au budget principal

(2) Dont participation du budget principal versée au budget annexe

Le volume de dépenses des opérations d'aménagement en 2023, hors reversement des excédents des ZAC Atalante-Villejean et V. Rault, est de 8,76 M€ et se ventile par poste comme suit :



La majorité des dépenses (62,7%) concernent 3 opérations (Blosne Est, Lorient et Plaisance) et se répartissent entre :

- Les acquisitions foncières qui sont en diminution et concernent principalement les ZAC Blosne Est et Portes de St Malo ;
- Des travaux de voirie, de viabilisation, de réseaux divers et d'espaces verts pour l'ensemble des ZAC (à l'exception des ZAC Atalante-Villejean, Bois Perrin et Portes de St Malo) qui sont principalement portés par les ZAC Lorient et Blosne Est ;
- La participation au titre du contrat de revitalisation artisanale et commerciale de la ZAC Blosne Est (1,8 M€ au titre des frais accessoires) ;
- Les écritures comptables qui sont liées au passage en comptabilité de stock des ZAC Lorient-St Briec, Atalante-Champeaux et Atalante-Villejean, et une régularisation pour la ZAC Plaisance et Portes de St Malo (liées au transfert de gestion à la SPLA Territoires Publics).

Les recettes d'aménagement 2023 concernent pour près de 80% (soit 10,4 M€) les ventes de terrains aménagés des derniers lots des ZAC Atalante Villejean et Atalante Champeaux ainsi que le transfert du "stock de terrains" de la ZAC Portes de St Malo à la SPLA Territoires Publics.

Des subventions ont été également perçues pour 0,126 M€ pour la ZAC Brasserie Saint Hélier.

A ceci s'ajoutent 2 M€ de participation par le budget principal à la couverture du déficit prévisionnel de la ZAC Blosne-Est, opération de renouvellement urbain.

II. Budget annexe production d'énergie photovoltaïque

(en k€)	CA 2022	Crédits ouverts 2023	CFU 2023	Taux exécution 2023	Évolution	
Fonctionnement						
DÉPENSES	3,1	9,6	5,0	52,4%	2,0	63,5%
Charges à caractère général	3,1	7,6	5,0	66,2%	2,0	63,5%
Charges financières	0,0	2,0	0,0	0,0%	0,0	
RECETTES	25,6	34,0	26,6	78,2%	1,0	3,7%
Produits des services	25,6	34,0	26,6	78,2%	1,0	3,7%
Investissement						
DÉPENSES	10,0	22,0	15,2	69,0%	5,2	52,2%
Dépenses d'équipement	10,0	22,0	15,2	69,0%	5,2	52,2%
RECETTES	0,0	0,0	0,0		0,0	
Emprunts	0,0	0,0	0,0		0,0	

Les **dépenses d'exploitation** (5 k€) sont réparties entre l'entretien des installations, les frais d'injection sur le réseau public de distribution d'électricité, et les commissions bancaires. Les **recettes d'exploitation** (26,6 k€) proviennent de la vente d'électricité, en hausse de 3,7% par rapport à 2022.

En **investissement**, les dépenses concernent l'achèvement de l'installation de panneaux photovoltaïques sur le gymnase Beauregard (15,2 k€).

GLOSSAIRE

AC	Attribution de compensation
AP	Autorisation de programme
BP	Budget primitif
CA	Compte administratif
CCAS	Centre communal d'action sociale
CP	Crédit de paiement
DCRTP	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle
DGD	Dotation générale de décentralisation
DGF	Dotation globale de fonctionnement
DM	Décision modificative
DMTO	Droits de mutation à titre onéreux
DOB	Débat d'orientation budgétaire
DRFiP	Direction régionale des finances publiques
DSC	Dotation de solidarité communautaire
DSP	Délégation de service public
DSU	Dotation de solidarité urbaine
FCTVA	Fonds de compensation de la Taxe sur la valeur ajoutée
FNGIR	Fonds national de garantie individuelle de ressources
FPIC	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales
ROB	Rapport d'orientations budgétaires
SPIC	Service public industriel et commercial
SPL	Société publique locale
TA	Taxe d'aménagement
TFNB	Taxe foncière sur les propriétés non bâties
TFB	Taxe foncière sur les propriétés bâties
TH	Taxe d'habitation

Envoyé en préfecture le 05/07/2024

Reçu en préfecture le 05/07/2024

Publié le

ID : 035-213502388-20240624-DCM_2024_224B-DE

